

• revue bimestrielle
d'information
et d'analyse

politikā

juin
juillet
2016

#01



argent | page 16

Les Crésus
s'enrichissent au
pays des pauvres



industrie | page 28

Moteur de
développement à
actionner

dossier | page 8

indépendance

LE LONG CHEMIN DE CROIX
DE MADAGASCAR

Patrick Imam, le représentant résident du Fonds monétaire international à Madagascar préconise des réformes vigoureuses



facilité élargie de crédit

Le gouvernement doit mieux faire



Iloniaina Alain



Mammy Randrianasolo

Le gouvernement est en passe de décrocher un programme avec le Fonds monétaire international (FMI). Mais il doit encore cravacher fort car le chantier est vaste.

Après deux années d'attente, un accord de principe a été arraché auprès du FMI. Le chemin n'est pas pour autant tout à fait dégagé. Dans un premier temps, le gouvernement devrait encore remplir certaines conditions avant l'approbation du programme, soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC), d'un montant de 310 millions de dollars, valable jusqu'en 2019.

LA PARTIE MALGACHE doit s'activer pour concrétiser ses promesses, préalables à la validation définitive de l'accord. D'ici au mois de juillet, les autorités malgaches sont attendues pour réaliser des «mesures préalables», selon les termes de Gervais Rakotoarimana, ministre des Finances et du budget. Elles doivent dégager 45 millions de dollars en matière de crédit net de l'Etat. Les autorités sont tenues d'adopter quelques mesures et de les inclure dans une Loi de finances rectificative pour «orienter les dépenses», se contente de dire le ministre des Finances et du budget, sans donner les détails.

Entre-temps, elles doivent mettre fin à la négociation des contrats de gré à gré dans la fourniture d'énergie ou encore élaborer un plan pour le respect des règles de la passation du marché. Une fois l'accord conclu, le déblocage du fonds ferait l'objet de suivi, au fur et à mesure de la concrétisation d'une série de mesures arrêtées. Le décaissement se ferait en sept tranches tous les semestres et sous réserve de progressions dans la mise en œuvre des réformes.

APRÈS L'APPROBATION de l'accord, les «défis à relever restent encore nombreux», tempère Patrick Imam, représentant résident du FMI. L'amélioration du climat des investissements ou encore la lutte contre la corruption – avec des résultats concrets – en font partie. La refonte du code minier et

du code pétrolier, la mise en place des Zones économiques spéciales (ZES), le développement du partenariat public-privé sont attendus. Les réformes prévoient l'assainissement des finances et l'accroissement des ressources financières de l'Etat. Elles envisagent plus de dépenses dans les domaines sociaux et dans les infrastructures. Le programme prévoit réformes des entreprises publiques comme la Jirama et la compagnie aérienne Air Madagascar.

La démarche menant vers la conclusion d'un accord définitif sur un programme avec le FMI présente des enjeux majeurs pour Madagascar. «Cela signifie que le pays est sous surveillance régulière du Fonds, en ce qui concerne la mise en œuvre de ses politiques économiques et financières et qu'il bénéficie ainsi des conseils adaptés à ses besoins pour éviter tous risques de dérapages et d'instabilité sur le plan macroéconomique et financière», détaille le représentant résident du FMI à Madagascar. Ce dernier a été en première ligne pour réclamer des réformes majeures.

LA VALIDATION d'un programme avec le FMI fournit une certaine garantie et offre une crédibilité au pays vis-à-vis des autres Partenaires Techniques et Financiers mais aussi et des investisseurs. «La mise en œuvre des politiques macroéconomiques saines et réfléchies confortera ces derniers dans leurs décisions d'octroyer des prêts ou encore d'investir au pays. Un accord avec le FMI offre à ces derniers l'assurance nécessaire que le pays n'est pas dans une situation où il aurait des difficultés à rembourser les prêts octroyés ou encore que ses indicateurs macroéconomiques sont tellement instables que les investissements risquent d'être non-profitables», expose Patrick Imam. Pour un pays comme Madagascar, qui souffre d'un manque de ressources financières, l'effet cataly-

tique qu'exerce un programme avec le Fonds sur les détenteurs de ressources – que ce soit sous forme de dons, de prêts ou d'investissements – est important. «Cela permettrait au pays de disposer de ressources pour rattraper son grand retard en matière d'infrastructures qui sont essentielles pour la croissance», soutient le représentant résident du FMI. Avec la FEC en poche, le gouvernement aura une plus grande marge de manœuvre pour négocier avec les autres bailleurs de fonds. Un rendez-vous allant dans ce sens est prévu au mois d'octobre. Les autorités comptent organiser la Conférence des bailleurs et des investisseurs (CBI) afin de mobiliser et de les ITF mais aussi les investisseurs potentiels à soutenir le programme de développement du pays. P

[...] contenir la corruption est nécessaire pour ne pas dérailler le processus de réforme.



création d'entreprises, des évolutions enregistrées

La création d'entreprises est l'un des signaux tangibles du climat économique qui est scruté par les Partenaires techniques et financiers. D'après les données fournies par l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), 297 entreprises ont été créées durant le premier trimestre 2016. Contre 258 durant la même période en 2015. Soit une évolution de 18%. Cette année, toujours selon les informations fournies par l'EDBM, la création d'entreprises se concentre surtout dans le secteur tertiaire. En effet, si durant ce premier trimestre, les secteurs primaire et secondaire comptent respectivement 26 et 27 sociétés formées, le tertiaire quant à lui enregistre 248. Bon nombre de ces sociétés de droit malgache sont détenues par des étrangers. Entre autres, des Chinois, des Français, des Sri-lankais, des Libanais, des Indiens, des Yéménites, des Coréens, des Camerounais, etc. Néanmoins, sur les 248 sociétés constituées dans le tertiaire, 93 sont détenues par des Malgaches. De même, dans le secondaire où 9 sur les 27 sociétés appartiennent à des Malgaches.



— Karina Zazafy